

**Exprimer
ce que
l'on est,
comme
on veut
l'être.**



L'expression **identité culturelle** est comprise comme l'ensemble des références culturelles par lequel une personne, seule ou en commun, se définit, se constitue, communique et entend être reconnue dans sa dignité.

Déclaration des droits culturels (Fribourg, 2007), article 2

La déclaration des droits culturels de Fribourg (2007) définit la notion de culture ainsi : « Le terme *culture* recouvre les valeurs, les croyances, les convictions, les langues, les savoirs et les arts, les traditions, institutions et modes de vie par lesquels une personne ou un groupe exprime son humanité et les significations qu'il donne à son existence et à son développement. »

À la suite de cette définition, 8 droits culturels sont déclinés, dont **le droit à l'identité**.

Le droit a deux fonctions : celle de protéger les personnes de ce qui vient faire obstacle à leurs droits et celle d'ouvrir des capacités et légitimités pour exercer ces droits.

Un droit à l'**identité** est donc énoncé pour :

① Lutter contre et protéger les personnes de toutes formes de discriminations, de préjugés et a priori, d'assignations, de réduction des personnes à un seul aspect de leur identité au travers de grandes catégories et de déterminismes.

② Reconnaître et développer les capacités des personnes à s'exprimer elles-mêmes sur qui elles sont et à se construire tout au long de la vie en interaction avec d'autres que soi.



L'identité d'une personne est **plurielle et non figée**. Elle se construit tout au long de la vie, **en interaction avec les autres**.



Nous ne pouvons pas connaître une personne sans qu'elle ne s'exprime elle-même, sans prendre conscience des **a priori et préjugés que nous pouvons en avoir**.



C'est bien la personne qui a le droit d'exprimer ce qu'elle veut sur elle-même, à partir **des ressources culturelles auxquelles elle choisit de se référer**.



Il est nécessaire d'avoir **des conditions favorables** pour avoir envie de s'exprimer et se sentir légitime à le faire. Cela dépend de la **qualité de nos relations**.



Comprendre et reconnaître ce qui est important pour une personne, c'est la respecter dans sa dignité. **Si on se sent respecté**, on respecte mieux les autres personnes.



Les activités proposées dans ce livret permettent aux enfants d'explorer diverses dimensions du droit à l'identité. Elles constituent des exemples à expérimenter. Les principes rassemblés ici peuvent être éclairés et mis en valeur par l'expérience de ces activités. D'autres activités peuvent bien sûr être proposées.

**Mieux se
connaître
soi et mieux
connaître
les autres,
faire de nos
différences
notre
richesse
commune.**



Source d'échanges, d'innovation et de créativité, **la diversité culturelle** est, pour le genre humain, aussi nécessaire qu'est la biodiversité dans l'ordre du vivant. En ce sens, elle constitue le patrimoine commun de l'humanité et elle doit être reconnue et affirmée au bénéfice des générations présentes et des générations futures.

Déclaration universelle de l'Unesco sur la diversité culturelle (2001), article 1

La déclaration des droits culturels de Fribourg (2007) définit la notion de culture ainsi : « Le terme *culture* recouvre les valeurs, les croyances, les convictions, les langues, les savoirs et les arts, les traditions, institutions et modes de vie par lesquels une personne ou un groupe exprime son humanité et les significations qu'il donne à son existence et à son développement. »

À la suite de cette définition, 8 droits culturels sont déclinés, dont **le droit à la diversité**.

Le droit a deux fonctions : celle de protéger les personnes de ce qui vient faire obstacle à leurs droits et celle d'ouvrir des capacités et légitimités pour exercer ces droits.

Un droit à la **diversité** est donc énoncé pour :

① Lutter contre et protéger les personnes d'une uniformisation des façons d'être, des cloisonnements empêchant les interactions entre une diversité de références culturelles, de la simple logique comptable de la diversité au travers de catégories réductrices qui enferment les personnes.

② Reconnaître et développer les capacités des personnes à être en interaction avec d'autres façons d'être et de penser, à organiser les médiations nécessaires dans le cas d'incompréhensions ou de formes de domination, à contribuer à la régulation sociale afin d'éviter le piège de la polarisation des débats.



Je ne peux être libre si je suis obligé.e de penser, de m'exprimer et de vivre d'une seule façon. Je ne peux pas me construire, ni changer en grandissant. Dans un tel monde, il n'y aurait plus besoin de se parler.



La diversité des façons d'être, de vivre, de penser et de s'exprimer est **nécessaire pour qu'on puisse être soi-même**, en relation avec d'autres personnes.



Il est nécessaire que chaque personne puisse être en lien avec **d'autres choses que ce qu'elle connaît déjà**. Lorsque des choses nous sont inconnues, cela nous rend curieux, curieuses. C'est ce qui nous pousse à vouloir mieux comprendre et connaître l'autre, à **découvrir ce qui nous est « étranger »**.



La diversité ne peut pas se percevoir uniquement à travers une couleur de peau, un signe distinctif de religion ou un genre. Cela est trop réducteur. Il est nécessaire que **chaque personne puisse s'exprimer par elle-même** sur sa manière d'être, de vivre et de penser.

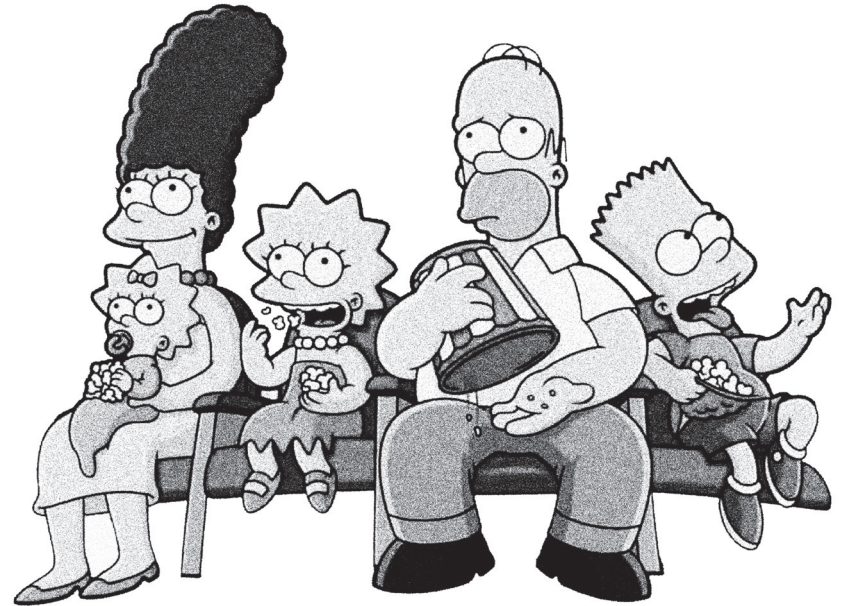


On comprend aujourd'hui l'importance de la protection de la biodiversité dans un écosystème. La diversité culturelle doit être défendue au même titre. **Sans cette diversité, une démocratie perd tout son sens.**



Les activités proposées dans ce livret permettent aux enfants d'explorer diverses dimensions du droit à la diversité. Elles constituent des exemples à expérimenter. Les principes rassemblés ici peuvent être éclairés et mis en valeur par l'expérience de ces activités. D'autres activités peuvent bien sûr être proposées.

**Ce qu'on
nous a
transmis
en héritage
et que
nous avons
envie de
partager à
notre tour.**



Le patrimoine culturel constitue un ensemble de ressources héritées du passé que des personnes considèrent, par-delà le régime de propriété des biens, comme un reflet et une expression de leurs valeurs, croyances, savoirs et traditions en continuelle évolution. Cela inclut tous les aspects de l'environnement résultant de l'interaction dans le temps entre les personnes et les lieux.

La déclaration des droits culturels de Fribourg (2007) définit la notion de culture ainsi : « Le terme *culture* recouvre les valeurs, les croyances, les convictions, les langues, les savoirs et les arts, les traditions, institutions et modes de vie par lesquels une personne ou un groupe exprime son humanité et les significations qu'il donne à son existence et à son développement. »

À la suite de cette définition, 8 droits culturels sont déclinés, dont **le droit aux patrimoines culturels**.

Le droit a deux fonctions : celle de protéger les personnes de ce qui vient faire obstacle à leurs droits et celle d'ouvrir des capacités et légitimités pour exercer ces droits.

Un droit aux **patrimoines culturels** est donc énoncé pour :

① Lutter contre et protéger les personnes de toutes formes d'illégitimité à exprimer ce dont elles se sentent héritières, à interpréter et transmettre un héritage.

② Reconnaître et développer les capacités des personnes à exprimer ce dont elles se sentent les héritières, à interpréter, transmettre un héritage aux générations futures, s'organiser pour travailler ces héritages.



Le patrimoine n'est pas constitué seulement d'objets ou de bâtiments mais d'**un ensemble de ressources vaste et divers**. On peut citer par exemple les langues, les danses, la cuisine, les croyances, les modes de vie... **Élargir ce qui fait patrimoine** permet aux personnes de s'exprimer sur ce qui a de la valeur pour elles. Cela leur permet de se sentir reconnues.



Les personnes ont le droit de choisir ce qu'elles veulent transmettre par diverses voies (l'écriture, l'oralité, objets ou toutes autres formes). Les personnes se sentent ainsi plus **légitimes à participer à la préservation et à la transmission** de ces patrimoines. Elles ont aussi le droit d'oublier certaines choses qu'elles n'ont pas envie de conserver.



Les choix des personnes sur ce qui doit être conservé ou ce qui doit évoluer font parfois l'objet de désaccords. Mieux connaître ces désaccords permet d'en **débattre et de développer la démocratie**. Cette pluralité des points de vue permet un croisement des savoirs et enrichit le patrimoine et la société.



Les patrimoines sont **vivants et en évolution constante**. Ils continuent de se cultiver et de s'enrichir dans leur mise en partage.



Les activités proposées dans ce livret permettent aux enfants d'explorer diverses dimensions du droit au patrimoine. Elles constituent des exemples à expérimenter. Les principes rassemblés ici peuvent être éclairés et mis en valeur par l'expérience de nos activités. D'autres...

**Se réunir
avec les
personnes
avec qui
on a des
choses
à partager.**



Par « **communauté culturelle** », on entend un groupe de personnes qui partagent des références constitutives d'une identité culturelle commune, qu'elles entendent préserver et développer.

Déclaration des droits culturels (Fribourg, 2007), article 2

La déclaration des droits culturels de Fribourg (2007) définit la notion de culture ainsi : « Le terme *culture* recouvre les valeurs, les croyances, les convictions, les langues, les savoirs et les arts, les traditions, institutions et modes de vie par lesquels une personne ou un groupe exprime son humanité et les significations qu'il donne à son existence et à son développement. »

À la suite de cette définition, 8 droits culturels sont déclinés, dont **le droit à la communauté**.

Le droit a deux fonctions : celle de protéger les personnes de ce qui vient faire obstacle à leurs droits et celle d'ouvrir des capacités et légitimités pour exercer ces droits.

Un droit à la **communauté** est donc énoncé pour :

① Lutter contre et protéger les personnes de l'assignation à une communauté qu'elles n'auraient pas choisie, de tout ce qui pourrait les enfermer dans une communauté, de l'isolement qui les coupe des liens communautaires qui leur sont nécessaires.

② Reconnaître et développer les capacités des personnes à cultiver en commun ce qui leur importe (une langue, une religion, une pratique comme la musique, les jeux vidéo, ou une pratique sportive, un engagement...), à être en lien et se sentir libres d'appartenir à une ou plusieurs communautés.



Le mot « communauté » définit **un groupe de personnes qui se retrouvent autour d'un commun**, c'est-à-dire quelque chose qu'elles partagent ensemble. Faire partie d'une communauté, c'est pouvoir dire : pourquoi on est ensemble, pourquoi on se rassemble, ce qu'on fait ensemble.



Chaque personne a **des relations avec d'autres personnes pour agir, penser, créer, fabriquer, faire ou s'engager**. Il est important que chacun.e puisse avoir des espaces et du temps pour cela. Les communautés sont plus ou moins grandes, mais quelles que soient leurs tailles, elles sont aussi importantes les unes que les autres.



Une personne est **libre d'appartenir ou non à une communauté**. C'est elle qui le choisit. Une personne appartient le plus souvent à **plusieurs communautés**.



S'intéresser aux liens que les personnes entretiennent avec d'autres permet de mieux les connaître et de **comprendre ce qui compte pour elles**.



Le mot « communauté » nous fait **réfléchir sur ce qu'on fait ensemble, ce que l'on s'apporte les uns les autres**, sur la place de chacun.e dans un groupe, l'accueil de nouvelles personnes ou même nous fait réfléchir aux raisons qui justifient une exclusion.



Les activités proposées dans ce livret permettent aux enfants d'explorer diverses dimensions du droit à la communauté. Elles constituent des exemples à expérimenter. Les principes rassemblés ici peuvent être éclairés et mis en valeur par l'expérience de ces activités. D'autres activités peuvent bien sûr être proposées.

**Avoir
chacun.e
une vraie
place,
avec les
autres.**



Toute personne a **le droit de prendre part librement** à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent.

Déclaration universelle des droits de l'Homme, Article 27, 1948

La déclaration des droits culturels de Fribourg (2007) définit la notion de culture ainsi : « Le terme *culture* recouvre les valeurs, les croyances, les convictions, les langues, les savoirs et les arts, les traditions, institutions et modes de vie par lesquels une personne ou un groupe exprime son humanité et les significations qu'il donne à son existence et à son développement. »

À la suite de cette définition, 8 droits culturels sont déclinés, dont **le droit à la participation**.

Le droit a deux fonctions : celle de protéger les personnes de ce qui vient faire obstacle à leurs droits et celle d'ouvrir des capacités et légitimités pour exercer ces droits.

Un droit à la **participation** est donc énoncé pour :

① Lutter contre et protéger les personnes des obstacles à leur contribution à ce qui les concerne, de l'instrumentalisation de leur participation (sans savoir à quoi elles participent ni comment cela sera utilisé), de la réduction de leur participation à des logiques consuméristes.

② Reconnaître et développer les capacités des personnes à participer dans une conception déployée : participer, c'est pouvoir à la fois « prendre part », « apporter une part », « bénéficier d'une part »*.

* Joëlle Zask, *Participer. Essai sur les formes démocratiques de la participation*, Le Bord de l'eau, 2011.



Certaines conditions permettent aux personnes de réellement participer : **se sentir suffisamment légitimes et en confiance** pour s'exprimer et apporter quelque chose, **avoir des conditions matérielles suffisantes** pour participer (temps, mobilité, moyens financiers et matériels, etc.), « **instruire** » **le sujet avec les informations ou les savoirs nécessaires** pour que les personnes puissent développer leur capacité d'action.



La participation est progressive – on peut commencer par de petites choses pour aller plus loin ensuite – on peut aussi choisir comment on participe en fonction de ce qu'on aime faire, ou aussi se frotter aux choses que l'on ne sait pas encore bien faire, mais que l'on souhaite apprendre.

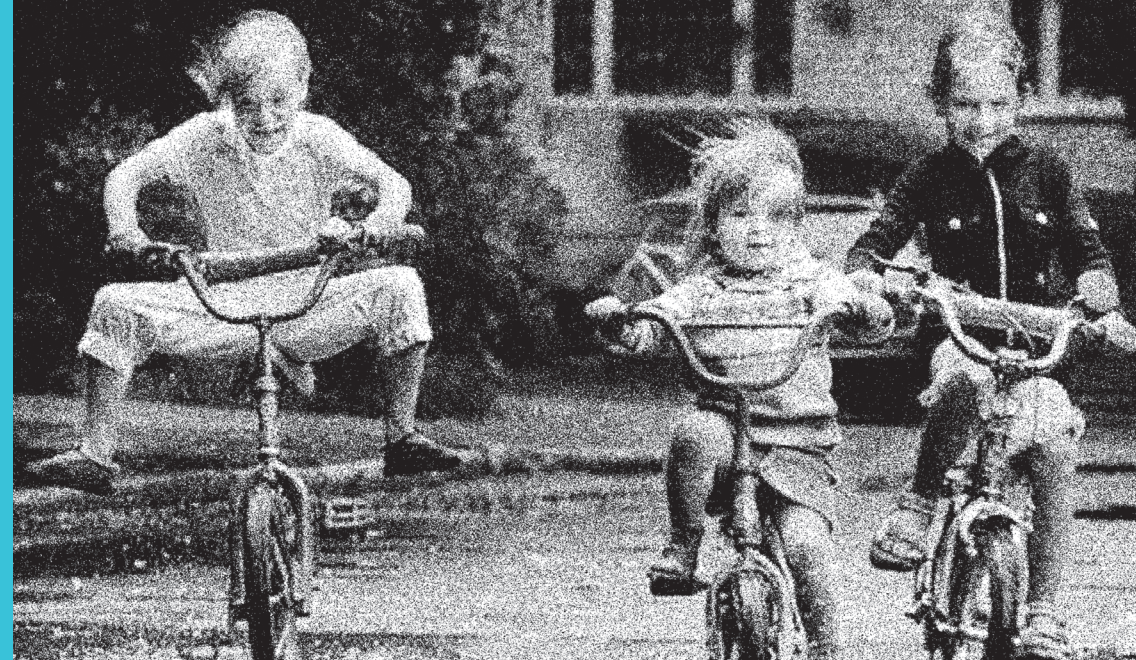


Plus les personnes peuvent dire comment elles ont envie de participer, **pourquoi** c'est important pour elles, pourquoi elles ont plus de mal, ou pourquoi elles ne veulent pas, plus le droit de participer aura de la valeur et du sens pour chacun.e.



Les activités proposées dans ce livret permettent aux enfants d'explorer diverses dimensions du droit à la participation. Elles constituent des exemples à expérimenter. Les principes rassemblés ici peuvent être éclairés et mis en valeur par l'expérience de ces activités. D'autres activités peuvent bien sûr être proposées.

**Apprendre
tous,
de tout,
entre nous
tous, tout
le temps.**



L'éducation doit viser à favoriser l'épanouissement de la personnalité de l'enfant, le développement de ses dons et de ses aptitudes mentales et physiques, dans toute la mesure de ses potentialités. Elle doit préparer l'enfant à une vie adulte active dans une société libre et encourager en lui le respect de ses parents, de son identité, de sa langue et de ses valeurs culturelles, ainsi que de la culture et des valeurs d'autrui.

Convention internationale des droits de l'enfant, Article 29, (1989)

La déclaration des droits culturels de Fribourg (2007) définit la notion de culture ainsi : « Le terme *culture* recouvre les valeurs, les croyances, les convictions, les langues, les savoirs et les arts, les traditions, institutions et modes de vie par lesquels une personne ou un groupe exprime son humanité et les significations qu'il donne à son existence et à son développement. »

À la suite de cette définition, 8 droits culturels sont déclinés, dont **le droit à l'éducation**.

Le droit a deux fonctions : celle de protéger les personnes de ce qui vient faire obstacle à leurs droits et celle d'ouvrir des capacités et légitimités pour exercer ces droits.

Un droit à l'**éducation** est donc énoncé pour :

- ① Lutter contre et protéger les personnes d'une répartition entre « sachant » et « non sachant », de l'humiliation et de formes de domination dans les apprentissages, d'une éducation équivalente à du formatage culturel.**
- ② Reconnaître et développer tout au long de leur vie les capacités des personnes à apprendre dans une logique de réciprocité : c'est « le droit d'apprendre à... » comme « le droit d'apprendre de... ».**



Chaque personne possède **une multitude de savoirs à partager et transmettre** à d'autres.



Nous n'avons pas toutes et tous les mêmes façons d'apprendre et de comprendre. Nous n'avons pas toutes et tous **les mêmes facilités et les mêmes fragilités**.



L'épanouissement d'une personne est possible à travers **de nombreux chemins d'apprentissage**. Imposer un seul chemin ne semble donc pas une bonne solution.



La pédagogie active qui permet de partir de ses propres savoirs paraît très positive pour progresser dans les apprentissages.



Il y a un très **grand nombre de manières d'apprendre**. Des moments de vie divers peuvent constituer des situations d'apprentissage très riches. Ils doivent être reconnus ainsi.



Les activités proposées dans ce livret permettent aux enfants d'explorer diverses dimensions du droit à l'éducation. Elles constituent des exemples à expérimenter. Les principes rassemblés ici peuvent être éclairés et mis en valeur par l'expérience de ces activités. D'autres activités peuvent bien sûr être proposées.

**Savoir
ce qu'il
se passe
dans notre
monde,
et dire
ce qu'il
se passe.**

**ON NE RESTERA
PAS ASSISES
SANS RIEN DIRE
VOUS N'AUREZ PAS**

N Toute personne a droit à la liberté d'expression; ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre **des informations** et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique ou par tout autre moyen de son choix.

Déclaration universelle des droits de l'homme, article 20, 1948

La déclaration des droits culturels de Fribourg (2007) définit la notion de culture ainsi : « Le terme *culture* recouvre les valeurs, les croyances, les convictions, les langues, les savoirs et les arts, les traditions, institutions et modes de vie par lesquels une personne ou un groupe exprime son humanité et les significations qu'il donne à son existence et à son développement. »

À la suite de cette définition, 8 droits culturels sont déclinés, dont **le droit à l'information**.

Le droit a deux fonctions : celle de protéger les personnes de ce qui vient faire obstacle à leurs droits et celle d'ouvrir des capacités et légitimités pour exercer ces droits.

Un droit à l'**information** est donc énoncé pour :

① Lutter contre et protéger les personnes du manque d'information, du manque de connaissance des sources, des courts-circuits de l'information, de toutes formes de prise de pouvoir empêchant l'accès à une pluralité d'informations, ou d'en produire et de les transmettre (censure).

② Reconnaître et développer les capacités des personnes à s'informer et informer : construire une information, en recevoir, exercer un esprit critique, corriger les informations erronées, développer une pluralité de sources d'information et de médias.



Le droit à l'information nous incite à mieux comprendre **comment l'information se fabrique et comment elle se diffuse**.



Dans le flux des informations, il est parfois difficile de savoir **comment juger de leur valeur**. Pour exercer un esprit critique, il est nécessaire de vérifier les informations, de consulter d'autres ressources, de faire le tri ou encore de pouvoir en discuter et en débattre.



Les algorithmes tendent à nous apporter du contenu qui **conforte nos visions et risquent d'uniformiser** notre pensée. Il est précieux d'en prendre conscience pour échapper à leur influence en développant d'autres manières d'accéder aux informations.



L'accès aux images demande peu d'effort. Nous avons tendance à **regarder les écrans de manière passive** sur des durées très longues, jusqu'à parfois perdre le goût de faire autre chose. Attention à ce pouvoir de fascination et à rester maître de ses choix.



Les activités proposées dans ce livret permettent aux enfants d'explorer diverses dimensions du droit à l'information. Elles constituent des exemples à expérimenter. Les principes rassemblés ici peuvent être éclairés et mis en valeur par l'expérience de ces activités. D'autres activités peuvent bien sûr être proposées.

Pouvoir décider avec les autres.



La coopération est un mode d'organisation sociale qui permet à des individus ayant des intérêts communs de travailler ensemble avec le souci de l'objectif général. Elle nécessite un certain degré de confiance et de compréhension.

La déclaration des droits culturels de Fribourg (2007) définit la notion de culture ainsi : « Le terme *culture* recouvre les valeurs, les croyances, les convictions, les langues, les savoirs et les arts, les traditions, institutions et modes de vie par lesquels une personne ou un groupe exprime son humanité et les significations qu'il donne à son existence et à son développement. »

À la suite de cette définition, 8 droits culturels sont déclinés, dont **le droit à la coopération**.

Le droit a deux fonctions : celle de protéger les personnes de ce qui vient faire obstacle à leur droit et celle d'ouvrir des capacités et légitimités pour exercer ce droit.

Un droit à la **coopération** est donc énoncé pour :

① Lutter contre et protéger les personnes de toutes formes de réduction de leur place et rôle dans les décisions prises dans les projets.

② Reconnaître et développer les capacités des personnes à décider collectivement, à agir avec d'autres dans une même action, en coresponsabilité.



Coopérer c'est **pouvoir agir avec d'autres personnes** dans une même action. Il apparaît parfois plus simple de suivre les propositions d'un seul décideur, mais dans ce cas, il s'agit d'exécuter un ordre et pas de coopérer.



Les personnes impliquées et concernées par une action en sont responsables. Dans une coopération, toutes les personnes impliquées et concernées par une action en sont co-responsables et **doivent donc pouvoir décider de ce que l'on fait et comment**.



Chaque personne doit **pouvoir exprimer si elle est d'accord ou pas d'accord** avec ce qui est décidé, et pouvoir dire pourquoi. Quand on est en désaccord, il est nécessaire d'en **discuter les raisons** pour améliorer les propositions afin de trouver ensemble la voie la plus adaptée au groupe.



Les activités proposées dans ce livret permettent aux enfants d'explorer diverses dimensions du droit à la coopération. Elles constituent des exemples à expérimenter. Les principes rassemblés ici peuvent être éclairés et mis en valeur par l'expérience de ces activités. D'autres activités peuvent bien sûr être proposées.

Matériel sur la table :

11 cartes du droit face cachée

Cahier d'activités

Extrait du guide de facilitation

Extrait du cahier (définition et principes du droit)

Consignes

1. Échanges avec les cartes du jeu Dédale - 20 min

Une première personne volontaire pioche une carte et répond à la question posée. Après avoir échangé en groupe autour de la question, au niveau personnel ou professionnel, une autre personne volontaire pioche une carte à son tour et la discussion s'engage. On se pose ainsi les questions du jeu les un.es après les autres pendant 20 minutes.

2. Arpentage dans les supports du kit - 10 min

Chaque personne lit l'extrait du cahier qui repose la définition et les principes du droit (feuille A4 pour chacun.e). Les participants découvrent aussi toutes les cartes et arpentent ainsi les différentes questions du jeu, les activités proposées dans le cahier d'activités et les éclairages apportés par le guide de facilitation.

3. Tour de parole - 20 min

“Comment ce droit résonne dans ma pratique, dans le cadre des projets d'EAC et/ou d'EMI ?”.

Tour de parole et discussions selon les principes de l'arpentage :

Partager chacun.e son tour une idée au choix, à travers des exemples vécus ou observé dans la pratique :

- une chose que qui me surprend, un questionnement
- une chose que je savais déjà, qui me renforce

4. Synthèse et restitution de l'atelier - 5 min

Faire émerger de la discussion trois points d'attention au respect de ce droit dans le cadre des projets d'EAC et/ou d'EMI. Les noter chacun sur une feuille A4 (à la manière d'une affichette écrit en grand format pour une lecture de loin, une notion par page.) Aller afficher sur le mur collectif.

**Comment ce droit
résonne dans ma pratique,
dans le cadre des projets
d'EAC et/ou d'EMI ?**